

La reprise de l'activité se poursuit en Île-de-France, mais le niveau d'avant-crise n'est pas atteint

Insee Conjoncture Île-de-France • n° 37 • Janvier 2022

Au troisième trimestre 2021, l'emploi francilien atteint le niveau inédit depuis 2010 de 6 millions de salariés grâce au soutien de l'intérim et des services non marchands. Cependant, le nombre d'heures rémunérées en septembre reste inférieur à celui de 2019 alors que, au niveau national, il est désormais revenu au niveau d'avant-crise. Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi continue de baisser, moins rapidement qu'au niveau national, et il reste supérieur au niveau du troisième trimestre 2019.

Le nombre de créations d'entreprises est en légère baisse par rapport au trimestre précédent, tout en restant à un niveau supérieur à celui d'avant-crise.

Le retour de la clientèle d'affaires permet à l'hôtellerie d'enregistrer une forte hausse d'activité, en particulier en septembre. Toutefois, le niveau de 2019 n'est pas atteint du fait de la moindre présence de la clientèle internationale.

La reprise de l'activité économique francilienne se confirme

Au troisième trimestre 2021, l'activité partielle est à son plus bas niveau depuis le début de la crise sanitaire : 100 000 demandes pour la région et 250 000 pour la France entière, soit le quart du niveau de juin 2021. Le volume d'heures rémunérées de septembre 2021 est supérieur de 5,5 % à celui de septembre 2020 mais il reste inférieur de 1,2 % à celui observé en septembre 2019 ► **figure 1**. Signe que la situation francilienne reste moins favorable qu'au niveau national, le volume total d'heures rémunérées de septembre 2021 sur l'ensemble de la France (hors Mayotte) est quasiment identique à celui de septembre 2019 (+ 0,2 %).

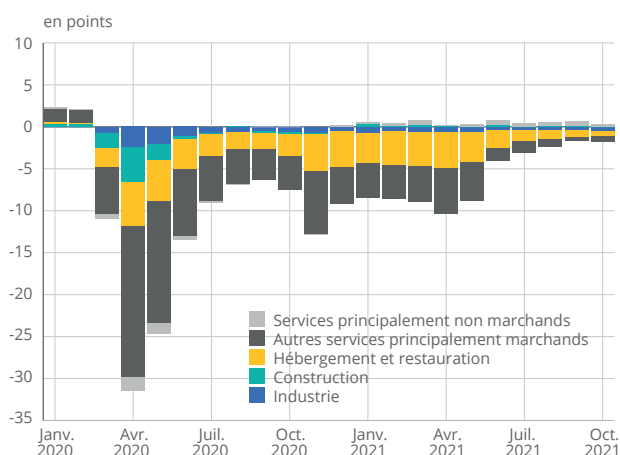
En septembre 2021, le volume d'heures rémunérées baisse fortement (- 2,8 %) en Seine-et-Marne, du fait notamment des baisses d'activité dans les secteurs de l'entreposage et des services auxiliaires du transport. Il baisse également fortement dans le Val-de-Marne (commerce de gros et enquêtes et sécurité) et à Paris, où le nombre d'heures rémunérées dans le commerce de détail et l'hébergement et restauration est en deçà de plus d'un million de celui de septembre 2019. En revanche, dans l'Essonne et le Val-d'Oise, le volume d'heures travaillées est stable.

Dans certains secteurs économiques, tels que l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et action sociale ou l'information et communication, l'activité régionale au troisième trimestre dépasse nettement le niveau de septembre 2019 : plus d'un million d'heures rémunérées supplémentaires sont comptabilisées dans chacun de ces secteurs. Cependant, sur la même période, le volume diminue dans les secteurs du commerce et réparation d'automobiles et de motos, des transports et entreposage, de l'hébergement et restauration et de la fabrication de matériels de transport.

L'emploi dépasse son niveau d'avant-crise en Île-de-France

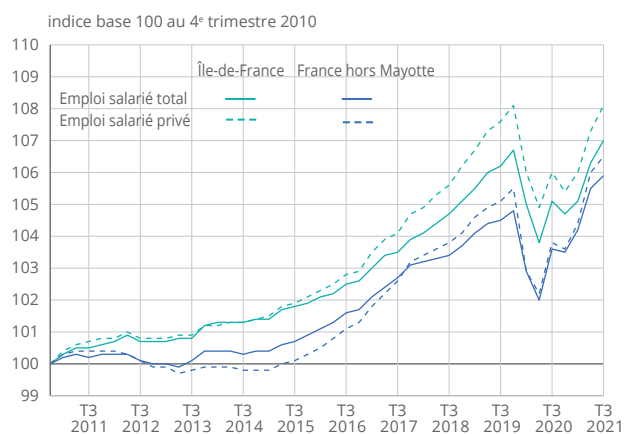
Au troisième trimestre 2021, le nombre total de salariés franciliens atteint son niveau le plus élevé depuis 2010 : près de 6 millions, soit un gain de 40 000 emplois par rapport au trimestre précédent (+ 0,7 % contre + 0,4 % sur l'ensemble de la France hors Mayotte) ► **figure 2**. Sur un an, la hausse de l'emploi salarié en Île-de-France (+ 1,8 %) reste moindre qu'au niveau national (+ 2,2 %). Malgré un niveau d'emploi qui reste inférieur à celui d'avant-crise

► 1. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de 2019 - Île-de-France



Note : ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.
Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

► 2. Évolution de l'emploi salarié



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

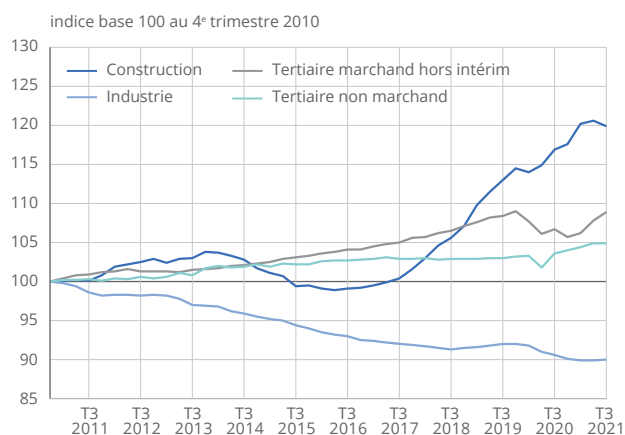
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

dans l'industrie, l'intérim et le tertiaire marchand, le nombre de salariés en Île-de-France dépasse son niveau du quatrième trimestre 2019 grâce notamment aux créations d'emploi dans le tertiaire non marchand et la construction.

Ce trimestre, l'intérim porte la hausse de l'emploi salarié francilien (+ 4,2 %) bien plus que sur l'ensemble de la France (+ 1,6 %). Avec 5 000 salariés supplémentaires, le niveau atteint reste toutefois inférieur de 6 % à celui d'avant-crise contre - 1 % au niveau national. La progression de l'emploi dans le secteur tertiaire marchand hors intérim se consolide, + 37 000 salariés, soit + 1,0 % par rapport au deuxième trimestre 2021. À 5 000 salariés près, dans ce secteur, le niveau d'emploi d'avant la pandémie est retrouvé ► **figure 3**. L'emploi dans l'industrie est quasi stable (+ 0,1 %) tandis qu'il baisse dans la construction (- 0,6 %) après cinq trimestres consécutifs de hausse.

En raison de l'assouplissement des restrictions sanitaires initié au deuxième trimestre, le secteur de l'hébergement et restauration continue sa reprise (+ 3,4 %). Cela représente plus de 10 000 emplois, soit 28 % de la hausse du secteur tertiaire marchand ce trimestre. Le niveau d'emploi salarié dans le secteur reste cependant inférieur à celui d'avant-crise. Au sein des « autres activités de services », qui comprennent notamment les activités récréatives, culturelles et de loisirs mises largement à l'arrêt

► 3. Évolution de l'emploi salarié par secteur en Île-de-France



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

pendant les différents confinements, l'emploi reste dynamique, de façon comparable à l'ensemble de la France (+ 2,2 %). Dans les secteurs de l'information et communication, des activités financières et d'assurance, des activités spécialisées, scientifiques et techniques et des activités des services administratifs et de soutien, l'emploi croît au même rythme qu'au plan national (respectivement + 1,1 % et + 1,0 %). Dans le commerce (y compris la réparation d'automobiles et de motocycles), il progresse légèrement plus vite (+ 0,7 % contre + 0,4 %).

Au sein de la région, 22 000 emplois ont été créés à Paris (+ 1,2 %), soit 55 % des emplois supplémentaires ce trimestre. Cette hausse se retrouve principalement dans l'hébergement et restauration (+ 7 000 emplois), les autres activités de service (+ 4 500), les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+ 4 000), celles des services administratifs et de soutien (+ 4 000) ainsi que dans l'intérim (+ 2 500). La progression est assez soutenue, bien qu'inférieure à la moyenne régionale, dans l'Essonne, les Hauts-de-Seine, le Val-d'Oise, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis. En revanche, la dynamique de l'emploi est moindre dans les Yvelines (+ 0,2 %), voire atone en Seine-et-Marne (+ 0,0 %).

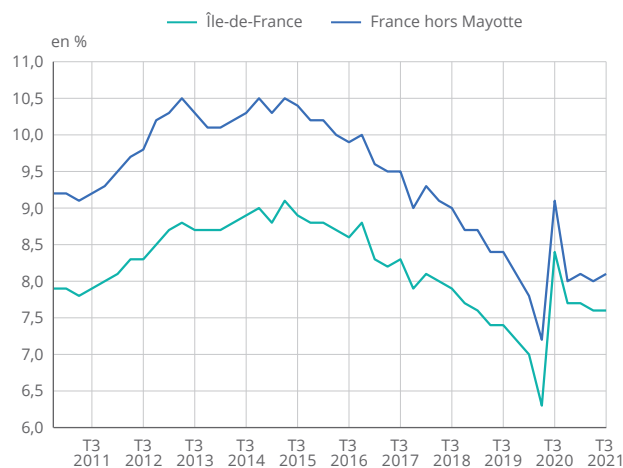
Le taux de chômage reste stable au troisième trimestre

Au troisième trimestre, le taux de chômage se stabilise en Île-de-France à 7,6 % de la population active, avec une quasi-stabilité depuis le quatrième trimestre 2020 ► **figure 4**. Au niveau national, le taux de chômage est quasi stable (+ 0,1 point) ; il s'établit à 8,1 % en France hors Mayotte. La hiérarchie reste inchangée entre les départements franciliens avec, en particulier, un taux de chômage minimal à Paris (6,4 %). Le chômage est presque aussi faible dans les Hauts-de-Seine (6,6 %) et les Yvelines (6,8 %). Le niveau le plus élevé reste observé en Seine-Saint-Denis à 11,0 %.

Une demande d'emploi en forte baisse

Au troisième trimestre 2021, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) diminue de 5,4 % par rapport au trimestre précédent. Il s'établit en moyenne à 699 320, restant toutefois supérieur à celui d'avant-crise. Cette baisse est plus prononcée qu'au trimestre précédent (- 1,5 %) et un peu moins marquée qu'au niveau national (- 5,8 %). Sur un an, ce nombre baisse de 7,4 % (contre - 10,0 % en France métropolitaine).

► 4. Taux de chômage



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé.

► Avertissement sur le marché du travail

La situation des personnes sur le marché du travail a été fortement affectée depuis le début de la crise sanitaire (en particulier par le recours au chômage partiel et les situations d'arrêt maladie, comptabilisés dans l'emploi). Pour être considéré comme chômeur, il faut être sans emploi, disponible pour travailler et avoir fait des démarches actives de recherche d'emploi.

L'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge du dispositif.

Les demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans, soit 10,7 % de l'ensemble des demandeurs, bénéficient de la plus forte diminution (- 8,4 % sur le trimestre, comme en France métropolitaine). Alors qu'il était en hausse depuis le troisième trimestre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus (28,0 % des demandeurs d'emploi) diminue au troisième trimestre 2021 (- 3,5 % contre - 4,1 % en France métropolitaine).

En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C), 336 420 personnes en moyenne au troisième trimestre, a fortement augmenté par rapport au trimestre précédent (+ 6,9 % contre + 4,2 % au niveau national).

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C recule de 1,7 % en Île-de-France et de 1,9 % en France métropolitaine. Les diminutions sont plus prononcées pour les demandeurs de longue durée inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus (- 2,9 % dans la région contre - 3,4 % en France).

Le nombre de créations d'entreprises baisse légèrement en Île-de-France

Au troisième trimestre 2021, 66 500 entreprises ont été créées en Île-de-France ► **figure 5**. Par rapport au trimestre précédent, le nombre de créations dans la région est en légère baisse (- 0,2 %), contrairement à l'ensemble de la France où il diminue sensiblement (- 4,4 %).

Les immatriculations sous le régime de micro-entrepreneur augmentent en Île-de-France (+ 1,9 %) alors qu'elles régressent au niveau national (- 4,2 %). En revanche, le nombre de créations d'entreprises classiques fléchit de 3,3 % en Île-de-France et de

4,6 % en France. Globalement, le niveau de créations franciliennes reste toutefois supérieur à celui d'avant-crise (+ 4,1 % par rapport au quatrième trimestre 2019).

Par rapport au deuxième trimestre 2021, le nombre de créations est en hausse de 4,3 % dans la construction. Il recule nettement dans l'industrie (- 8,8 %) ainsi que dans le commerce, les transports, l'hébergement et restauration (- 7,0 %). Toutefois, comparé au quatrième trimestre 2019, le niveau des créations reste élevé : + 5,2 % dans les services et + 6,0 % dans le commerce, les transports, l'hébergement et restauration.

Entre septembre 2020 et septembre 2021, le nombre cumulé de défaillances d'entreprises diminue de 17,6 % en Île-de-France par rapport à l'année précédente, une baisse moins marquée que les trimestres précédents et moins forte qu'au niveau national (- 24,6 %). Elle ne reflète pas tout à fait la réalité économique, puisqu'un certain nombre d'entreprises en difficulté se maintiennent grâce aux dispositifs de soutien accordés par l'État dans le cadre de la crise sanitaire.

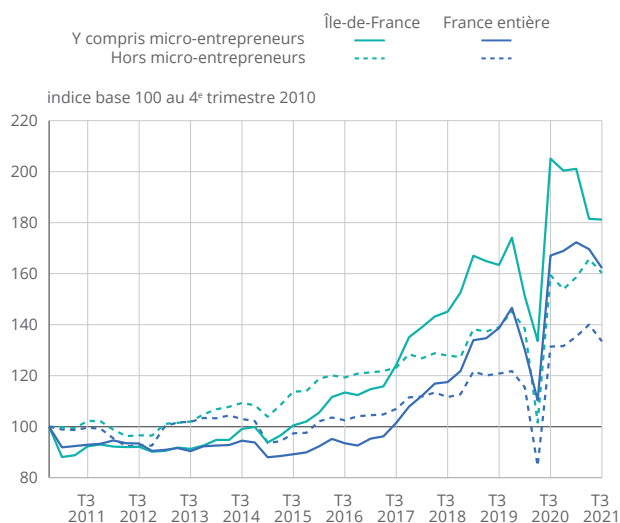
Les mises en chantier de logements en baisse

Avec 74 600 logements autorisés à la construction entre octobre 2020 et septembre 2021, le marché de la construction poursuit sa reprise en Île-de-France, à + 7,1 % par rapport au trimestre précédent (en cumul annuel). Cette progression est plus élevée que dans l'ensemble de la France hors Mayotte (+ 5,8 %). Néanmoins, le nombre de logements mis en chantier sur la même période (64 300) est en baisse (- 2,6 % en cumul annuel par rapport au trimestre précédent) tandis qu'il est quasi stable au niveau national (+ 0,1 %) ► **figure 6**.

Durant le troisième trimestre 2021, 5 353 logements neufs ont été mis en vente en Île-de-France, soit une progression de 33,3 % par rapport au même trimestre de 2020 et ce, après une hausse de 75,5 % au trimestre précédent. La hausse est moins forte au plan national (+ 8,8 % après + 43,6 %). Le niveau francilien reste néanmoins inférieur de 21 % à celui du troisième trimestre 2019.

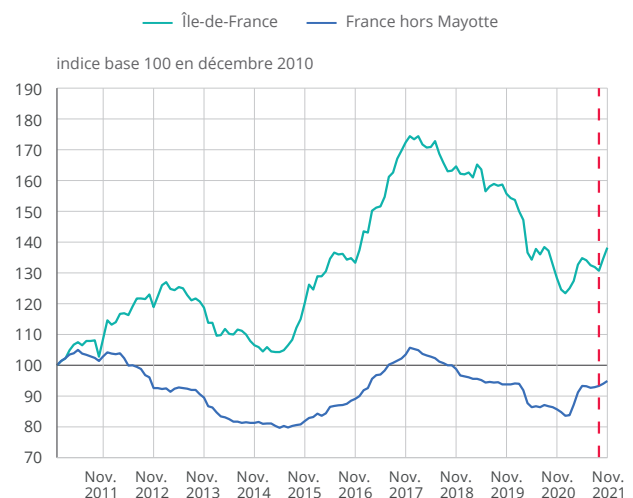
Dans le neuf, les prix de vente des appartements franciliens sont en hausse au troisième trimestre 2021 par rapport au troisième trimestre 2020 (+ 4,0 %). Les prix croissent également sur un an

► 5. Créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

► 6. Évolution du nombre de logements commencés



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

en France métropolitaine (+ 3,4 %). Dans l'ancien, les prix des appartements sur un an augmentent de 2,5 % en Île-de-France au troisième trimestre (après + 2,4 % au deuxième trimestre), à un rythme moins élevé qu'en France hors Mayotte (+ 5,2 %). Comme dans l'ensemble du territoire, en Île-de-France, la hausse annuelle des prix des maisons est plus importante que celle des appartements (+ 7,0 %) et ce, depuis le quatrième trimestre 2020, ce qui ne s'était pas produit depuis 2016.

Concernant les locaux d'activité, le cumul des autorisations sur les douze derniers mois en Île-de-France continue de progresser au troisième trimestre 2021 (+ 3,5 %), à un rythme plus soutenu que dans l'ensemble de la France (+ 2,5 %). Cependant, les mises en chantier des surfaces de locaux ralentissent fortement en Île-de-France (+ 4,8 % au troisième trimestre après + 16,8 % au deuxième trimestre) comme au niveau national (+ 1,7 % après + 6,1 %).

L'absence de la clientèle non résidente pénalise toujours l'hôtellerie francilienne

Au troisième trimestre 2021, les hôtels d'Île-de-France ont enregistré 10,3 millions de nuitées. Le nombre de nuitées hôtelières demeure toutefois à un niveau très inférieur à celui observé avant le début de la crise sanitaire (19,2 millions au troisième trimestre 2019).

Le taux d'occupation dans les hôtels franciliens est toujours plus bas que la moyenne nationale. Il se situe à près de 47 % en juillet et remonte à plus de 57 % en septembre, atteignant le meilleur résultat depuis mars 2020. Ce taux demeure toutefois encore très en deçà du taux moyen enregistré à cette période de l'année avant la crise sanitaire ; il était de l'ordre de 83 % en moyenne entre 2017 et 2019 ► **figure 7**.

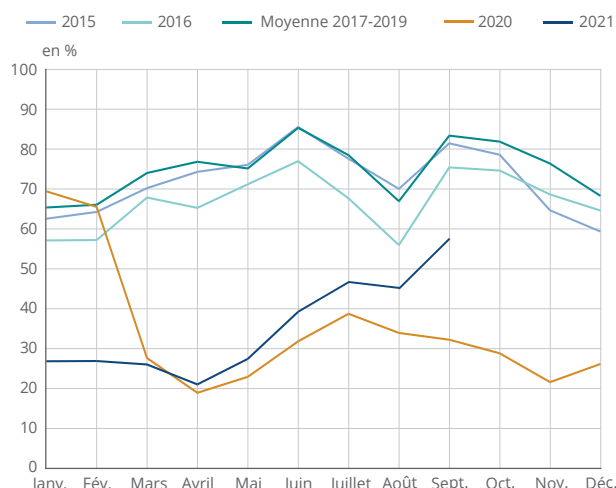
Le nombre de nuitées hôtelières s'est accru de 52 % entre juin et juillet 2021 (contre + 61 % en France métropolitaine) et a ensuite diminué de 2,2 % entre juillet et août alors qu'il était en hausse au niveau national (+ 15 %). En septembre, à l'inverse, le nombre de nuitées baisse de 23 % en France métropolitaine alors qu'il rebondit en Île-de-France à + 15 %. Cette croissance de la rentrée est pour partie liée au retour de la clientèle d'affaires dont dépend fortement la fréquentation hôtelière francilienne. Ainsi, suite à la reprise de salons professionnels, la part de la clientèle d'affaires s'élève à 55 % du total des nuitées, soit le même niveau qu'en septembre 2019.

La clientèle hôtelière reste majoritairement résidente, à plus de 60 % au cours du troisième trimestre 2021. Les hôtels continuent de pâtir de l'absence d'une partie de la clientèle non résidente. Néanmoins, la proportion de non-résidents dans le volume total des nuitées a progressé au cours du troisième trimestre, passant de 35 % en juin à 43 % en septembre. Avant la crise, cette proportion était de 60 %.

Les hôtels 3, 4 ou 5 étoiles, particulièrement prisés de la clientèle internationale, ont profité le plus de la hausse du troisième trimestre. Ils enregistrent une augmentation de plus de 100 % des nuitées entre le troisième trimestre 2020 et le troisième trimestre 2021 contre + 21 % pour les hôtels 1 et 2 étoiles ou non classés. ●

Marie-Christine Abboudi, Joseph Chevrot, Samuel Deheeger, Sylvie Druelle, Justine Herbet (Insee), Benoît Trinquier (Driets)

► 7. Évolution du taux d'occupation des hôtels franciliens



Note : les données du dernier mois affiché sont provisoires.
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

► Contexte national En France, l'activité a retrouvé son niveau d'avant-crise au troisième trimestre 2021

L'activité a fortement progressé au troisième trimestre (+ 3,0 %), tirée par la réouverture des secteurs auparavant affectés par les restrictions sanitaires (hébergement-restauration, services de transport, services aux ménages...). La consommation des ménages a rebondi (+ 4,9 %) et les échanges extérieurs ont joué positivement sur la croissance, dans un contexte de reprise graduelle du tourisme international. Dans le même temps, les prix de l'énergie continuent de tirer l'inflation à la hausse et les entreprises sont de plus en plus nombreuses à se déclarer contraintes par des difficultés d'approvisionnement. Malgré ce contexte et l'incertitude sanitaire, la reprise se poursuivrait au quatrième trimestre, conduisant à une croissance du PIB de 6,7 % en 2021, après sa chute de 8,0 % en 2020.

► Contexte international Reprise mondiale sous contraintes

Au troisième trimestre 2021, la reprise économique s'est poursuivie en Europe, sous l'effet notamment d'une demande intérieure dynamique, sauf en Espagne. Les difficultés de production et les tensions inflationnistes se font cependant sentir de plus en plus. Aux États-Unis, ces contraintes déjà vives et la diminution de l'effet des aides aux ménages ont pesé sur la consommation, provoquant un ralentissement de l'activité. En Chine, des pénuries d'électricité ainsi que l'apparition de foyers épidémiques ont conduit à des fermetures de moyens de production. Fin 2021, la persistance des contraintes d'approvisionnement, auxquelles s'ajoute l'incertitude sanitaire, continuerait d'affecter la croissance mondiale.

► Pour en savoir plus

- **Baleyte J., Fath D., Pouget J., Simon O.**, « Reprise sous contraintes », Insee, *Note de conjoncture*, décembre 2021.
- **Chevrot J., Druelle S., Martin J.-Ph., Trinquier B.**, « L'économie francilienne au deuxième trimestre 2021 : un retour à la normale plus lent qu'ailleurs », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 36, octobre 2021.

